

La création d'entreprise chez les étudiants : un projet aux motivations multiples ?

Claire Bonnard, Jean-François Giret

INTRODUCTION

En temps de crise, la promotion de l'entrepreneuriat apparaît de plus en plus comme un discours prégnant adressé aux jeunes diplômés (Chambard, 2014) : face à la précarisation d'une partie des salariés, ces jeunes pourraient être acteurs d'une carrière attrayante tout en étant moteurs de l'économie. Or, malgré la récurrence de ce type de discours et les efforts des gouvernements successifs, l'accès à l'entrepreneuriat des jeunes diplômés reste relativement modeste et les intentions entrepreneuriales des étudiants demeurent plus faibles en France que dans d'autres pays. Plusieurs facteurs sont évoqués (Degeorge, Fayolle, 2011) : dans le secteur privé, les postes d'encadrement dans les grandes entreprises sont considérés comme le modèle de carrière le plus attractif ; au niveau de la société, l'échec serait plus pénalisant et stigmatiserait les individus dans la suite de leur carrière ; la culture du risque serait moins présente en France que dans d'autres pays ; enfin, la culture entrepreneuriale chez les jeunes ne serait pas favorisée par le système d'enseignement. Se pose cependant la question des leviers sur lesquels il est possible d'intervenir pour développer l'esprit d'entreprendre qui semble faire défaut aux plus jeunes. Si l'absence de capital familial, social et économique apparaît toujours comme un frein à l'accès à ces carrières (Boissin *et al.*, 2007), les programmes permettant d'exposer les jeunes à l'entrepreneuriat seraient pour Alain Fayolle et Benoît Gailly (2009) un moyen de donner des informations plus objectives et de modifier le regard critique de certains étudiants. De manière générale, deux types de dispositif coexistent (Verzat, Toutain, 2015). L'un est basé sur la sensibilisation et le développement de compétences entrepreneuriales et plus généralement de *soft skills*¹ ; il peut correspondre à une phase de préincubation du projet où l'objectif est de proposer des compétences mobilisables à moyen terme (Leyronas, Loup, 2015). Le second type de dispositif propose des connaissances plus techniques ayant pour objectif d'opérationnaliser le projet de

1. Les *soft skills* sont souvent associées aux compétences sociales et comportementales.

création d'entreprise de l'étudiant. Dans cette perspective, en 2014, le statut d'étudiant entrepreneur et le dispositif des pôles étudiants pour l'innovation, le transfert et l'entrepreneuriat (PEPITE) ont été créés afin d'accompagner au sein d'un établissement d'enseignement supérieur les étudiants et les jeunes diplômés vers l'entrepreneuriat

Dans un contexte où les jeunes s'inquiètent de plus en plus de leur insertion professionnelle (Giret, 2009), cet article se propose d'identifier les motivations pour un projet de création d'entreprise d'étudiants qui n'ont pas forcément suivi de programme de formation à l'entrepreneuriat. Il s'agit plus précisément de s'interroger sur la manière dont émerge ce projet par rapport aux différentes représentations que les étudiants se font de leur avenir. Nous postulons que cette intention entrepreneuriale peut s'inscrire dans des démarches très différentes en fonction de la formation des étudiants, de leur rapport aux études et de leurs ambitions scolaires. Notre terrain empirique se base sur une enquête réalisée auprès de 2 125 étudiants d'une université française, inscrits de la licence 1 au master 2 dans différentes disciplines, dont un peu plus d'un sur cinq déclare probable la création de son entreprise dans les trois ans qui suivent la fin de ses études. Après avoir identifié les principales caractéristiques de ces jeunes, nous dresserons une typologie de leurs rapports aux études et au marché du travail pour essayer de mieux appréhender les principaux facteurs qui les conduisent à souhaiter créer leur entreprise.

SOUHAITER CRÉER UNE ENTREPRISE : UN PROJET COMME LES AUTRES ?

L'inquiétude par rapport à l'avenir et l'anticipation des difficultés d'insertion pèsent sur la vie des étudiants (Verley, Zilloniz, 2010 ; Van de Velde, 2016). Elles affectent leur choix d'études et les conduisent à douter de l'influence du diplôme (Tenret, 2011 ; Zaffran, 2012). Elles peuvent également susciter un sentiment de déclassement générationnel qui n'épargne pas les jeunes issus des classes sociales les plus favorisées (Ferry, 2016). Vouloir créer une entreprise peut apparaître comme une réponse à ces difficultés. On peut néanmoins s'interroger sur les motivations de ces étudiants qui affichent un projet plutôt atypique à l'université. Nous nous proposons d'abord de discuter de la signification d'un tel projet par rapport aux controverses qui existent sur le rôle parfois conféré au projet dans les parcours d'études, puis d'examiner la manière dont peuvent être interprétés ses déterminants.

Le projet en question

La construction d'un projet professionnel occupe une place centrale dans les outils des universités dans le cadre de leur « mission d'insertion » (Rose, 2014). Elle serait une condition de l'employabilité future des étudiants.

Cette place du projet n'est cependant pas nouvelle et tend même à s'institutionnaliser. Ainsi, pour François Dubet, le projet apparaît comme une des trois dimensions de l'expérience étudiante : « une représentation subjective de l'utilité des études » (Dubet, 1994) qui se différencie de la vocation. Contrairement à d'autres pays, cette question du projet est même beaucoup plus centrale dans la logique française du placement (Van de Velde, 2008) qui vise à préparer le jeune à l'emploi à l'intérieur de parcours le plus linéaires possible. Elle s'inscrit également dans la logique adéquationniste qui implique de former au plus vite les étudiants à un emploi en rapport avec leur formation (Charles, 2015). Elle soulève néanmoins de vifs débats et de nombreuses critiques. Pour Claude Coquelle (1994), cette injonction au projet est largement critiquable pour au moins deux raisons : elle risque de réduire l'ensemble des possibles en rendant les jeunes moins attentifs à leur environnement, ce qui peut les conduire à négliger d'autres opportunités ; elle est également dangereuse car « génératrice d'inauthenticité » en conduisant les jeunes à produire un discours pour satisfaire les autres. Cette question du projet repose d'ailleurs sur une autre ambiguïté plusieurs fois relevée dans la littérature (Laurent, Lemaire, 2003 ; Deles, 2015) : l'injonction au projet pèserait beaucoup plus sur les formations les moins professionnalisantes.

Le souhait de vouloir créer son entreprise peut-il être considéré comme n'importe quel autre projet professionnel ? La réponse n'est pas évidente car les représentations qui y sont associées restent relativement marquées socialement et idéologiquement. S'il peut résulter d'un projet professionnel précis qui passe par la création d'une entreprise, il correspond également à l'inscription dans une hiérarchie sociale qui implique un rapport de subordination entre un employeur et un salarié. Il devient même pour certains « un emblème d'efficacité et de réussite sociale » et un « modèle de conduite » pour les individus dans une société du risque (Ehrenberg, 1991). Par ailleurs, face à une logique « formation-emploi » très adéquationniste, qui se construit autour des projets professionnels, le discours sur l'entrepreneuriat met en avant d'autres logiques basées sur la compétence : l'autonomie, la polyvalence, la prise de risque. Comme le souligne Olivia Chambard (2014), c'est une telle logique qui domine chez le personnel administratif et les étudiants lorsque sont mises en place dans les universités des formations à l'entrepreneuriat. Se pose néanmoins la question de la sincérité de ce type de projet lorsque l'entrepreneuriat fait partie d'un discours dominant relayé par de nombreux acteurs, y compris au sein du système éducatif. Dans son rapport à autrui, comme dans son rapport à soi, le souhait d'être entrepreneur s'inscrit dans un discours volontariste qui positionne l'individu comme acteur de sa carrière. La diversité des représentations de la réussite et de l'insertion est souvent structurante pour l'identité professionnelle des diplômés (Trottier *et al.*, 1997). Le rôle que ces derniers confèrent à leurs

compétences personnelles ou aux différents types de réseau peut alors être déterminant dans leur volonté de créer une entreprise.

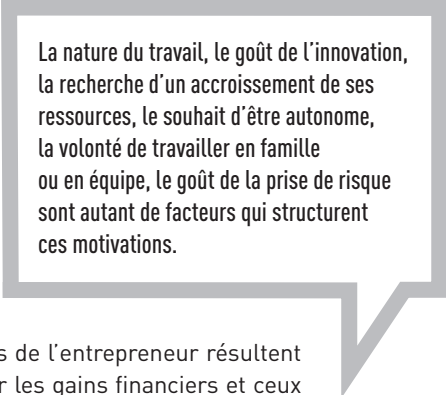
On peut également penser que la possibilité de créer une entreprise n'est qu'une option parmi d'autres. Dans le cadre d'un comportement stratégique tout au long de leur orientation, les jeunes cherchent à minimiser les risques de chômage en n'écartant aucune voie (Mingat, Eicher, 1982 ; Duru-Bellat, Mingat, 1988), surtout en période de crise. Cela semble être le cas lorsque d'autres alternatives paraissent moins accessibles. En France, la fermeture des marchés internes et la transformation des normes d'emploi touchent en particulier les jeunes (Fondeur, Lefresne, 2000), qui peinent à se stabiliser sur les segments d'emploi protégés s'ils ne viennent pas des formations les plus sélectives. Les enquêtes du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ) montrent néanmoins que la part des non-salariés reste relativement faible parmi les sortants de l'université détenteurs d'une licence ou d'un master : en 2013, trois ans après l'obtention de leur diplôme, environ 6 % des diplômés qui ont un emploi ne sont pas des salariés (contre environ 4 % en 2010).

Une pluralité des représentations de l'entrepreneuriat

Les motivations pour l'entrepreneuriat ont été largement étudiées depuis plusieurs décennies par les sciences de gestion. Une part importante de ces recherches se réfère aux modèles théoriques issus de la psychologie sociale d'Icek Ajzen et d'Albert Shapero et Lisa Sokol. Ajzen (1991), dans sa théorie du comportement planifié, considère que les intentions entrepreneuriales dépendent en général de la perception que les individus ont de l'attractivité d'un projet, des normes sociales qui pèsent sur ce projet et de sa faisabilité. Pour Shapero et Sokol (1982), dans le modèle de l'événement entrepreneurial, trois ou quatre variables sont prises en considération : un événement déclencheur (positif ou négatif) qui va influencer la décision d'entreprendre ; la désirabilité en fonction des valeurs individuelles ; la faisabilité *via* l'accès aux ressources ; et enfin une variable plus générale qui est la propension à l'action. Shapero (1975) montre notamment que l'événement déclencheur est très souvent lié, aux États-Unis, à un licenciement ou à l'absence d'espoir de mobilité professionnelle ascendante. En revanche, les caractéristiques individuelles et sociales des individus y interviendraient peu et de manière souvent indirecte, notamment au niveau de leur perception de la faisabilité du projet. Norris F. Krueger, Michael D. Reilly et Alan L. Carsrud (2000) soulignent d'ailleurs, chez les étudiants, le poids des intentions dans l'accès à l'entrepreneuriat contrairement aux caractéristiques individuelles ou professionnelles qui ont des effets beaucoup plus faibles et indirects. D'autres travaux mettant l'accent sur les trajectoires d'accès à l'entrepreneuriat relativisent l'influence des intentions par rapport à un ensemble de facteurs

susceptibles de façonner le parcours des individus. Ainsi, dans une perspective plus interactionniste, Alain Fayolle (2001) s'est intéressé à la diversité des trajectoires qui mènent les ingénieurs à l'entrepreneuriat. Ces parcours s'amorcent durant les études et dépendent étroitement de l'environnement individuel et social des jeunes mais peuvent sensiblement évoluer tout au long de la trajectoire professionnelle. Certains, dès leur spécialisation dans l'enseignement supérieur, s'inscrivent dans un projet entrepreneurial alors que d'autres n'ont initialement aucune intention d'entreprendre et sont conduits à l'entrepreneuriat par des accidents de carrière.

De nombreuses typologies d'entrepreneurs ont néanmoins souligné l'extrême variété des valeurs associées aux projets entrepreneuriaux. Les motivations restent relativement diverses et peuvent même se révéler parfois contradictoires. La nature du travail, le goût de l'innovation, la recherche d'un accroissement de ses ressources, le souhait d'être autonome, la volonté de travailler en famille ou en équipe, le goût de la prise de risque sont autant de facteurs qui structurent ces motivations. Selon Caroline Y. Woo, Arnold C. Cooper et William C. Dunkelberg (1991), si deux figures de l'entrepreneur résultent de ces différentes typologies – ceux motivés par les gains financiers et ceux motivés par un désir d'autonomie –, elles dépendent des contextes dans lesquels se développe l'entrepreneuriat. De nouvelles représentations de l'entrepreneur peuvent de plus émerger avec les valeurs qui y sont associées. C'est par exemple le cas avec la montée en puissance de l'économie sociale et solidaire. Comme le soulignent Jean-Pierre Brechet et Laura Nirello (2015), l'émergence de nouveaux projets dans ce secteur s'appuie sur des valeurs différentes de celles de l'entrepreneuriat classique, qui mettent en avant le collectif et le bien commun. Enfin, cette diversité des représentations peut être favorisée par les politiques publiques entrepreneuriales. Alain Fayolle (2010) distingue ainsi celles qui visent à développer l'entrepreneuriat par nécessité de celles qui encouragent l'entrepreneuriat par opportunité. Alors que les premières cherchent essentiellement à favoriser le retour à l'emploi, les secondes soutiennent plus généralement des projets à fort potentiel dans différents secteurs.



La nature du travail, le goût de l'innovation, la recherche d'un accroissement de ses ressources, le souhait d'être autonome, la volonté de travailler en famille ou en équipe, le goût de la prise de risque sont autant de facteurs qui structurent ces motivations.

Nous pouvons donc supposer que les étudiants souhaitant créer leur entreprise présentent des profils différents en fonction de leur conception du métier d'entrepreneur. Annie Fouquet (2005), reprenant la typologie de Bertrand Duchéneaut et Muriel Orhan (2000) pour les jeunes femmes entrepreneures, met en perspective la nature de la motivation en termes de

facteurs attractifs et répulsifs qui permettent d'opposer l'entrepreneuriat considéré comme une nécessité à celui qui semble plus lié à une volonté, tout en tenant compte de l'existence d'un éventuel soutien familial. Ces facteurs attractifs et répulsifs peuvent-ils être liés au rapport à l'avenir des étudiants et à la manière dont ils perçoivent leur insertion professionnelle ? Nous essaierons dans la section suivante d'identifier sur une base empirique ces différents facteurs et d'en réaliser une typologie.

TYPLOGIE DES PROJETS ENTREPRENEURIAUX DES ÉTUDIANTS

Une abondante littérature en sciences de gestion sur la question des intentions entrepreneuriales à partir d'enquêtes spécifiques auprès d'étudiants permet d'appréhender les différentes motivations liées à ce type de projet. Notre terrain empirique repose sur une enquête beaucoup plus large sur les conditions de vie, d'études et les projets des étudiants dans une université française (voir encadré 1). Certaines questions concernent l'entrepreneuriat au sein d'un module de questions qui portent sur leur avenir professionnel ; elles nous permettent donc de positionner le « projet entrepreneurial » dans le cadre du rapport aux études et à l'insertion professionnelle, même si les informations sur le projet entrepreneurial sont un peu plus réduites.

Encadré 1. Présentation des données

Les données sont issues d'une enquête en ligne sur les conditions de vie des étudiants à l'université de Bourgogne réalisée au second trimestre 2015. Au total, 2 145 étudiants inscrits de la licence 1 au master 2 dans l'ensemble des différentes filières ont été interrogés. Afin de mesurer le projet entrepreneurial des étudiants, nous nous sommes appuyés sur la question suivante : « Dans les trois ans qui suivent la fin de vos études, quelle est la probabilité que vous créiez votre entreprise ? Improbable/Probable/Très probable. » On considérera qu'un étudiant a un projet entrepreneurial s'il répond « probable » ou « très probable » à cette question. Dans cette enquête, nous disposons d'un ensemble d'informations sur les caractéristiques socio-démographiques des étudiants ainsi que sur leur rapport aux études et à leur avenir professionnel. Il était notamment demandé aux étudiants d'analyser la perception de leur future insertion sur le marché du travail. Les étudiants devaient également juger de l'importance de différents facteurs dans la réussite professionnelle tels que le diplôme, les efforts personnels, la famille et les amis, la situation économique et les réseaux professionnels. Un ensemble de questions concernait plus particulièrement leurs études : l'intérêt porté à leurs études, le nombre d'années d'études anticipé, ainsi que leur représentation de leur avenir professionnel – salaire anticipé, prise de risque lors de la carrière professionnelle, attrait pour la carrière publique. Les étudiants ont enfin été interrogés sur l'approbation par leur entourage de leur choix d'une carrière entrepreneuriale.

Les résultats de notre enquête montrent que globalement 22,4 % des étudiants ont un projet entrepreneurial². Cette part est relativement proche de celle observée dans l'étude de Jean-Pierre Boissin, Barthélemy Chollet et Sandrine Emin (2007) portant sur 800 étudiants du bassin grenoblois où 18 % des étudiants déclaraient qu'ils créeraient probablement leur entreprise après leurs études. Ce niveau d'intention est à mettre en perspective avec l'environnement économique local et les caractéristiques des étudiants. Les différentes enquêtes d'insertion, les enquêtes Génération du CEREQ et plus récemment les enquêtes en licence et en master de la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) indiquent des difficultés d'accès à l'emploi plus importantes pour les jeunes Bourguignons, difficultés en lien avec la fragilité d'une partie du tissu économique local, notamment dans l'industrie. Au niveau de la création d'entreprise, les chiffres sont contrastés. La Bourgogne se caractérise à la date de l'enquête par une part de jeunes créateurs d'entreprise de moins de 30 ans légèrement plus élevée que la moyenne nationale mais par un niveau général de création d'entreprises inférieur à la moyenne, notamment parmi les diplômés du supérieur. Afin de favoriser l'entrepreneuriat, l'université de Bourgogne a mis en place, en 2014, différents programmes de formation et de sensibilisation à l'entrepreneuriat avec la création d'un PEPITE ou des entrepreneuriales. Par ailleurs, les étudiants de l'université de Bourgogne ont un profil assez proche de la moyenne nationale, notamment au niveau du taux de boursiers sur critères sociaux, bien que celui-ci soit nettement plus faible dans l'ensemble de l'académie. Les informations sur le travail salarié des étudiants sont plus complexes à analyser parce qu'elles agrègent les données de l'Observatoire national de la vie étudiante et les chiffres de l'observatoire de l'université de Bourgogne qui sont difficilement comparables : on peut néanmoins en conclure qu'environ 25 % des étudiants déclarent une activité professionnelle salariée au cours de l'année universitaire, ce qui est inférieur à la moyenne nationale, si l'on exclut les stages et les contrats d'apprentissage.

Au sein de l'échantillon interrogé, une spécificité apparaît dans le profil des étudiants souhaitant créer une entreprise (voir tableau 1) : ce sont majoritairement des hommes, le plus souvent issus de parents dont la profession se rattache à celle d'indépendants ; plus rarement des boursiers. Comme nous pouvions nous y attendre, ils sont plus fréquemment inscrits à l'Institut d'administration des entreprises (IAE) ou dans une école d'ingénieurs universitaire, même si, dans ces filières, le projet entrepreneurial ne concerne qu'un étudiant sur trois. D'autres caractéristiques semblent associées au projet entrepreneurial comme le niveau d'étude anticipé, l'implication dans des activités politiques et associatives ou le salariat durant les études.

2. 3,7 % des étudiants ont répondu « très probable » et 18,7 % « probable ».

La création d'entreprise chez les étudiants...

Tableau 1. Caractéristiques des étudiants déclarant ou non un projet entrepreneurial

	Projet entrepreneurial (n = 452) 22,4 %	Pas de projet entrepreneurial (n = 1562) 77,6 %	Total (n = 2014) 100 %
Genre			
– Homme	48,7 %	31,8 %	35,6 %
– Femme	51,3 %	68,2 %	64,4 %
Étudiant étranger	12,4 %	8,6 %	9,4 %
Boursier	42,3 %	49,7 %	48 %
CSP du chef de famille			
– Agriculteur	4,4 %	3,1 %	3,4 %
– Artisan, commerçant, chef d'entreprise	9,5 %	6,2 %	6,9 %
– Cadre	26,8 %	27,2 %	27,1 %
– Profession intermédiaire	15,3 %	16,4 %	16,2 %
– Employé	11,5 %	14,3 %	13,7 %
– Ouvrier	11,9 %	15,5 %	14,7 %
– Sans activité professionnelle	4 %	3,7 %	3,8 %
– Retraité	8 %	8,4 %	8,3 %
– Non renseigné	8,6 %	5,2 %	6 %
UFR			
– SHS	27 %	39,6 %	36,9 %
– Droit, sciences économiques et politiques	13,5 %	15,4 %	15 %
– Sciences	25,9 %	20,3 %	21,5 %
– Santé	13,1 %	12,2 %	12,4 %
– IUT	12,8 %	8 %	9,1 %
– IAE	3,3 %	2,1 %	2,3 %
– École d'ingénieur universitaire	4,4 %	2,4 %	2,8 %
Niveau d'étude anticipé			
– Bac + 2/licence	11,3 %	9,8 %	10,1 %
– Master	55,3 %	61,5 %	60,1 %
– Supérieur master	32,5 %	27,5 %	28,7 %
– Non renseigné	0,8 %	1,2 %	1,1 %
Activités politiques	18,6 %	12 %	13,5 %
Activités associatives	36,7 %	29,3 %	30,9 %
Vit chez ses parents	16,2 %	21,1 %	20 %
Ne vit pas chez ses parents	83,6 %	78,8 %	79,8 %
Non renseigné	0,2 %	0,2 %	0,2 %
Travail salarié pendant l'année universitaire	26,7 %	25,3 %	25,7 %

Note de lecture : parmi les jeunes ayant un projet entrepreneurial, 48,7 % sont des hommes.
Source : enquête en ligne auprès de 2 145 étudiants inscrits de la licence 1 au master 2, université de Bourgogne, 2015.

Afin de déterminer l'effet net de ces caractéristiques sur le projet entrepreneurial, toutes choses égales par ailleurs, nous avons estimé des modèles de type probit³. Le premier modèle comprend uniquement les caractéristiques sociodémographiques des étudiants. Le second modèle intègre l'ensemble des variables relatives à leur rapport aux études et à leur avenir professionnel. Les résultats des deux modèles se trouvent dans le tableau 2 où sont présentés les effets marginaux.

Tout d'abord, la perception des facteurs de réussite professionnelle par l'étudiant joue significativement sur le choix entrepreneurial. En effet, les étudiants considérant le diplôme comme peu important et la conjoncture économique comme importante dans la réussite professionnelle ont plus de chances d'être favorables à la création d'entreprise. Il apparaît d'ailleurs que les étudiants les moins intéressés par le contenu de leurs études ont plus de chances d'avoir comme projet la création d'entreprise. La perception de leur insertion future est également significative. Les plus optimistes quant à leur insertion professionnelle apparaissent plus enclins à choisir une carrière entrepreneuriale. C'est également le cas de ceux qui sont prêts à prendre des risques dans leur carrière professionnelle et qui sont le moins attirés par une carrière dans le secteur public. L'approbation de leur entourage proche concernant la création d'entreprise est aussi significativement déterminante.

Le fait de participer régulièrement à des activités syndicales ou politiques a un impact significatif positif. Les résultats montrent également que les étudiants ont significativement plus de chances de créer une entreprise à la fin de leurs études que les étudiantes. De plus, il existe un effet de filière important.

Le niveau d'études et le salaire anticipés par l'étudiant apparaissent non significatifs. Par contre, le fait de participer régulièrement à des activités syndicales ou politiques a un impact significatif positif. Les résultats montrent également que les étudiants ont significativement plus de chances de créer une entreprise à la fin de leurs études que les étudiantes. De plus, il existe un effet de filière important : les étudiants inscrits en sciences ou en IUT ont une probabilité plus importante de créer une entreprise que les étudiants en droit, sciences économiques et politiques. La catégorie socio-professionnelle (CSP) du chef de famille, notamment le fait d'avoir un parent artisan ou chef d'entreprise, est significative dans le premier modèle, mais elle devient non significative dans le second. Ce résultat peut s'expliquer par le lien étroit entre la CSP et certaines caractéristiques relatives à l'avenir professionnel telles que l'approbation de l'entourage proche sur le choix d'une carrière entrepreneuriale.

3. Le modèle probit permet de mesurer l'incidence propre d'une caractéristique sur la probabilité de déclarer un projet entrepreneurial ou non.

Tableau 2. Effets marginaux des modèles probit : avoir ou non un projet entrepreneurial

	M1	M2
Homme (<i>réf. : femme</i>)	0,10***	0,07***
<i>(réf. : étudiant non étranger)</i>		
- Étranger	0,04	0,05
- Pas de réponse	0,14	0,14
Boursier (<i>réf. : non boursier</i>)	-0,03*	-0,02
UFR (<i>réf. : droit, sciences économiques et politiques</i>)		
- SHS	-0,02	-0,01
- Sciences	0,06*	0,08***
- Santé	0,03	0,02
- IUT	0,14***	0,16***
- IAE	0,09	0,06
- École d'ingénieur	0,10*	0,07
CSP des parents (<i>réf. : cadres et professions intellectuelles</i>)		
- Agriculteurs	0,06	0,02
- Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	0,10**	0,06
- Professions intermédiaires	0,01	0,00
- Employés	-0,01	-0,01
- Ouvriers	-0,02	-0,03
- Sans activité professionnelle	0,03	0,02
- Retraités	-0,00	-0,00
- Non renseigné	0,09**	0,10**
Activités politiques (<i>réf. : pas d'activités politiques</i>)	0,09***	0,09**
Activités associatives (<i>réf. : pas d'activités associatives</i>)	0,02	0,02
Logement (<i>réf. : ne vit pas chez ses parents</i>)		
- Vit chez ses parents	-0,06***	-0,04
- Non renseigné	0,03	0,06
Travail salarié pendant l'année universitaire	0,04	0,03
Niveau d'études anticipé (<i>réf. : bac + 2/licence</i>)		
- Master	0,01	0,01
- Supérieur master	0,04	0,04
- Non renseigné	0,01	0,00
Facteurs de réussite (très et plutôt important)		
- Diplôme		-0,07**
- Effort personnel		0,01
- Réseaux professionnels		0,03
- Famille et amis		-0,01
- Conjoncture économique		0,05**
Aversion au risque (<i>réf. : pas d'aversion au risque</i>)		
- Aversion au risque		-0,13***
- Pas de réponse		-0,04

Difficulté lien formation-emploi (réf. : difficile/ plutôt difficile) - Très facile - Plutôt facile		0,05 0,05**
Salaires anticipés (réf. : inférieur ou égal à 3 110 euros ⁴) - Supérieur à 3 110 euros - Non déclaré		0,05 0,02
Approbation de l'entourage (réf. : il vous désapprouverait) - Il vous approuverait - Cela lui serait égal		0,11*** 0,05*
Attrait d'une carrière dans le secteur public (réf. : pas ou peu attractif) Plutôt ou très attractif		-0,12***
Intérêt au contenu des études (réf. : pas/plutôt pas intéressé) Plutôt/très intéressé		-0,06*
Jugement des ressources (réf. : satisfaisant/acceptable) Insatisfaisant		0,03
Pseudo-R ²	0,0556	0,1152
N	2012	2012

Note : ***/**/* respectivement significatif à 1%, 5% et 10 %. Les valeurs présentées dans ce tableau sont des effets marginaux qui permettent d'appréhender l'écart du coefficient par rapport à la modalité de référence.

Note de lecture : dans le premier modèle, la probabilité d'avoir un projet entrepreneurial est, toutes choses égales par ailleurs, en moyenne supérieure de 10 points de pourcentage pour un homme par rapport à une femme.

Source : enquête en ligne auprès de 2 145 étudiants inscrits de la licence 1 au master 2, université de Bourgogne, 2015.

Ces premiers résultats montrent donc que certaines caractéristiques étroitement liées aux études et à l'avenir professionnel sont favorables au projet d'une carrière entrepreneuriale. Ils sont cohérents avec ceux mis en avant dans la littérature sur l'intention entrepreneuriale : un goût pour le risque, un environnement social favorable, peu d'intérêt pour le secteur public et une croyance plutôt faible dans le diplôme. Néanmoins, nous pouvons supposer une forte hétérogénéité parmi les étudiants enclins à l'entrepreneuriat. Nous avons donc cherché à identifier parmi eux différents profils. Pour effectuer cette typologie, une analyse de correspondances multiples (ACM) a, dans un premier temps, été réalisée sur l'échantillon des étudiants enclins à l'entrepreneuriat. Puis, nous avons procédé à une classification

4. Le seuil de 3 110 euros correspond au revenu moyen des indépendants en 2012 (source : INSEE, 2015).

hiérarchique ascendante sur les axes de l'ACM utilisant la méthode proposée par Michel Isnard et Olivier Sautory (1994).

Pour effectuer l'ACM, les variables actives prises en considération sont les facteurs de réussite pour les étudiants, leur vision de l'insertion sur le marché du travail, leur intérêt porté à leurs études, leur satisfaction vis-à-vis de leurs ressources financières actuelles, leur aversion au risque, l'approbation de leur entourage ainsi que le salaire qu'ils anticipent.

Le premier axe oppose les étudiants en fonction de leur rapport aux études et à leur insertion professionnelle future. Le second axe se structure autour

des croyances en termes de réussite : importance du diplôme, des efforts personnels, mais également de la conjoncture économique. Le troisième axe scinde les étudiants selon leur niveau d'aversion au risque. Le quatrième axe permet d'identifier les étudiants en fonction de leur environnement social et de leur anticipation salariale. Les cinquième et sixième axes se caractérisent notamment par une insatisfaction des ressources pour certains étudiants.

Certaines caractéristiques étroitement liées aux études et à l'avenir professionnel sont favorables au projet d'une carrière entrepreneuriale : un goût pour le risque, un environnement social favorable, peu d'intérêt pour le secteur public et une croyance plutôt faible dans le diplôme.

Une classification ascendante hiérarchique a été ensuite identifiée par la méthode de Ward sur ces six premières dimensions qui expliquent près de 50 % de l'inertie totale. À partir des résultats de cette classification, trois classes d'étudiants ont pu être identifiées. Le tableau 3 présente les caractéristiques de ces trois classes à partir des variables actives dans l'analyse factorielle. Enfin, afin de compléter l'analyse et de déterminer un profil socio-démographique des étudiants dans chaque classe, un modèle probit multinomial⁵ a été estimé. Il présente l'intérêt d'identifier toutes choses égales par ailleurs les facteurs susceptibles d'expliquer l'appartenance à chaque classe. Les effets marginaux de ce modèle sont présentés dans le tableau 4 (p. 21).

La première classe, qui représente 17,3 % des étudiants, correspondrait à l'« entrepreneuriat comme projet professionnel ». En effet, pour ces étudiants, la création d'entreprise semble s'insérer dans un projet précis en lien avec leurs études et avec l'approbation de leur entourage. Les étudiants de cette classe anticipent des salaires relativement élevés et sont peu attirés par une carrière dans le secteur public. Ils sont optimistes quant à leur insertion professionnelle. Plus de 75 % d'entre eux déclarent que leur entourage

5. Le modèle probit multinomial permet de mesurer l'incidence propre d'une caractéristique sur la probabilité d'appartenir à l'une de ces trois classes.

proche approuverait leur choix d'une carrière entrepreneuriale. Ces étudiants présentent un profil sociodémographique particulier correspondant à l'idéal type de l'entrepreneur classique (tableau 4, p. 21). Les hommes et les étudiants anticipant des études au niveau du master et au-delà ont plus

Tableau 3. Caractéristiques des trois classes issues de la classification

	Classe 1 (n = 78) %	Classe 2 (n = 109) %	Classe 3 (n = 265) %
Facteur de réussite (très important)			
- Diplôme	91	56	94,7
- Effort personnel	100	93,6	99,6
- Réseaux professionnels	96,1	83,5	90,6
- Famille et amis	76,9	75,2	82,6
- Conjoncture économique	80,8	89,9	83
Aversion au risque			
- Aversion au risque	35,9	27,5	28,3
- Non aversion au risque	64,1	61,5	58,9
- Pas de réponse	0	11	12,8
Difficulté lien formation-emploi			
- Très facile	68	6,4	1,9
- Plutôt facile	28,2	22,9	83,8
- Difficile/plutôt difficile	3,8	70,7	14,3
Salaire anticipé			
- Inférieur à 3 110 euros	42,3	81,7	91,7
- Supérieur à 3 110 euros	55,1	1,8	0,8
- Non déclaré	2,6	16,5	7,6
Approbation de l'entourage sur la création d'entreprise			
- Il vous approuverait	75,6	45	68,7
- Il vous désapprouverait	0	22	3
- Cela lui serait égal	24,4	33	28,3
Attrait d'une carrière dans le secteur public			
- Pas ou peu attractif	56,4	46,8	32,4
- Plutôt ou très attractif	43,6	53,2	67,6
Intérêt du contenu des études			
- Plutôt/très intéressé	97,4	69,8	98,9
- Pas/plutôt pas intéressé	2,6	30,3	1,1
Jugement des ressources			
- Insatisfaisant	14,1	56,9	9,4
- Satisfaisant/acceptable	85,9	43,1	90,6

Note de lecture : au sein de la première classe, 91 % des étudiants considèrent le diplôme comme un facteur de réussite professionnelle. Les modalités surreprésentées dans chaque classe sont indiquées en gras.

Source : enquête en ligne auprès de 2 145 étudiants inscrits de la licence 1 au master 2, université de Bourgogne, 2015. Champ : étudiants considérant comme probable ou très probable une création d'entreprise.

de chances de se trouver dans ce type de projet. C'est également le cas des étudiants inscrits en sciences de la santé où le projet entrepreneurial est étroitement lié à l'exercice d'une activité libérale.

La seconde classe comprend 24,1 % des étudiants et pourrait se rapporter à l'« entrepreneuriat comme projet par défaut ». Leur souhait de créer une entreprise semble compenser un certain pessimisme par rapport à leur chance de trouver un emploi salarié. Ces étudiants font part d'un rapport distancié aux études et considèrent moins le diplôme comme un facteur important de réussite professionnelle. Ils sont pessimistes sur le lien entre formation et emploi et sont relativement moins intéressés par le contenu de leurs études. La famille, les amis ne semblent pas non plus déterminants pour eux dans leur réussite professionnelle. D'ailleurs, seuls 45 % déclarent que leur entourage proche approuverait leur choix d'une carrière entrepreneuriale. Ils sont en grande majorité insatisfaits de leurs ressources financières et apparaissent également plus autonomes et indépendants. Comme le montre le tableau 4, les étudiants ne vivant pas chez leurs parents et travaillant pendant leurs études ont une probabilité plus importante de se trouver dans cette classe. Par contre, la probabilité est plus faible pour les étudiants inscrits en IUT ou dans le domaine de la santé.

La dernière classe comporte 58,6 % des étudiants ayant comme projet la création d'entreprise. Bien que ces étudiants ne soient pas particulièrement inquiets pour leur avenir, le projet d'entrepreneuriat leur apparaît comme une stratégie de diversification. Il semble qu'ils envisagent l'entrepreneuriat comme un projet parmi d'autres leur permettant de ne se fermer aucune porte, ce que l'on pourrait appeler de l'« entrepreneuriat comme stratégie⁶ ». Ils jugent d'ailleurs plutôt attractive une carrière dans le secteur public. Les étudiants de cette classe anticipent un salaire inférieur à 3 110 euros. Ils valorisent le diplôme comme facteur de réussite professionnelle et considèrent que leur formation leur permettra de trouver plutôt facilement un emploi. Ils présentent également un profil particulier : les femmes et les étudiants inscrits en IUT ont plus de chances de s'y trouver.

CONCLUSION

Malgré les difficultés qui pèsent sur le marché du travail des jeunes, une part importante d'étudiants (plus d'un sur cinq) souhaite créer une entreprise dans les trois années qui suivent la fin de leurs études. Les enquêtes d'insertion montrent en revanche que seuls 6 à 7 % des jeunes diplômés accèdent à des emplois de cadre indépendant ou de chef d'entreprise, trois ans après

6. Nous pouvons noter que dans une typologie en six classes, cette classe se divise en deux. Pour une part d'entre eux, le projet professionnel de l'entrepreneuriat est plus soutenu par leur environnement familial et se rapproche de l'entrepreneuriat classique.

Tableau 4. Modèle multinomial : effets marginaux

	Entrepreneuriat comme projet professionnel	Entrepreneuriat comme projet par défaut	Entrepreneuriat comme stratégie
<i>Réf. Homme</i> Femme	-0,063*	-0,018	0,081*
<i>Réf. Droit/sciences économiques et politiques</i>			
- SHS	-0,037	0,057	-0,019
- Sciences	-0,010	0,022	-0,011
- Santé	0,288***	-0,203***	-0,084
- IUT	0,002	-0,197***	0,195**
- IAE	0,114	-0,142	0,03
- École d'ingénieur universitaire	0,109	-0,097	-0,013
<i>Réf. Bac + 2/non renseigné</i>			
- Master	0,108***	-0,154**	0,046
- Supérieur au master	0,186***	-0,137	-0,049
<i>Réf. Ne vit pas chez ses parents/non renseigné</i> Vit chez ses parents	-0,041	-0,094*	0,135**
<i>Réf. N'a pas travaillé pendant l'année universitaire</i> Travaille pendant ses études	-0,014	0,115**	-0,10*
<i>Réf. N'a pas d'activité politique</i> A une activité politique	-0,013	0,081	-0,068
<i>Réf. N'a pas d'activité associative</i> A une activité associative	0,041	-0,045	0,00
<i>Réf. Autres</i>			
- Parents artisans, indépendants, chefs d'entreprise	-0,052	0,082	0,045
- Parents cadres	-0,027	-0,045	-0,049

Note : ***/**/* respectivement significatif à 1%, 5% et 10 %. Les valeurs présentées dans ce tableau sont des effets marginaux qui permettent d'appréhender l'écart du coefficient par rapport à la modalité de référence.

Note de lecture : la probabilité d'être dans la classe « entrepreneuriat comme projet professionnel » est, toutes choses égales par ailleurs, en moyenne inférieure de 6,3 points de pourcentage pour les femmes par rapport aux hommes.

Source : enquête en ligne auprès de 2 145 étudiants inscrits de la licence 1 au master 2, université de Bourgogne, 2015.

Champ : étudiants considérant comme probable ou très probable une création d'entreprise.

la fin de leurs études. Notre enquête indique que les étudiants enclins à l'entrepreneuriat présentent des profils particuliers par rapport aux autres étudiants en ce qui concerne leur perception de leur réussite et de leur avenir professionnel. La confiance dans le diplôme comme clé d'accès à l'emploi est notamment beaucoup moins importante. Néanmoins, nos résultats montrent que le projet entrepreneurial chez les étudiants prend différentes formes. Nous en avons identifié trois. L'entrepreneuriat comme « projet par défaut » s'inscrit dans une démarche personnelle en partie désapprouvée par l'environnement familial, et, faute d'autres solutions pour s'insérer, apparaît comme une nécessité pour l'étudiant. Le projet d'« entrepreneuriat stratégique » correspond également à une logique d'insertion professionnelle mais avec l'approbation de l'entourage ; il apparaît comme une opportunité pour des étudiants qui restent ouverts à toutes les alternatives professionnelles. Enfin, on retrouve une figure plus traditionnelle du projet entrepreneurial avec la dernière classe. Les étudiants y sont portés par un environnement social favorable tout en développant un projet cohérent avec leur formation. Ces résultats demandent néanmoins à être prolongés. L'absence de données longitudinales ne nous permet pas de saisir l'évolution ou la stabilité des projets selon les différentes trajectoires d'études. Il n'en demeure pas moins que ces résultats soulignent la diversité des projets et la nécessité de privilégier une approche relativement large des programmes de développement de l'entrepreneuriat. Le foisonnement des dispositifs mis en œuvre ces dernières années tant au niveau de l'éducation à entreprendre qu'au niveau des actions politiques plus directes en faveur de l'entrepreneuriat (Verzat *et al.*, 2017) peut apparaître pertinente pour répondre à cette hétérogénéité de projets et de motivations. Se pose néanmoins la question de leur cohérence et de leur évaluation dans des contextes de plus en plus variés.

■ BIBLIOGRAPHIE

AJZEN I., 1991, « The theory of planned behavior », *Organizational Behavior and Human Decision Processes*, n° 2, vol. 50, p. 179-211.

BOISSIN J.-P., CHOLLET B., EMIN S., 2007, « Les croyances des étudiants envers la création d'entreprise », *Revue française de gestion*, n° 180, p. 25-43.

BRÉCHET J.-P., NIRELLO L., 2015, *L'entreprise comme projet. Une lecture régulationniste de la normativité dans l'économie sociale et solidaire*, Document de travail LEMNA, n° 19 [consultable sur <https://hal-01187837>].

CHAMBARD O., 2014, « L'éducation des étudiants à l'esprit d'entreprendre : entre promotion d'une idéologie de l'entreprise et ouverture de perspectives émancipatrices », *Formation Emploi*, n° 127, p. 7-26.

- CHARLES N.**, 2015, *Enseignement supérieur et justice sociale. Sociologie des expériences étudiantes en Europe*, La Documentation française, Paris.
- COQUELLE C.**, 1994, « Attention projet ! », *Formation Emploi*, n° 45, p. 25-32.
- DEGEORGE J.-M., FAYOLLE A.**, 2011, « Les étudiants français ont-ils la fibre entrepreneuriale ? », *Entreprendre & innover*, n° 9-10, p. 21-28.
- DELES R.**, 2015, *Quand on n'a « que » bac + 3... Les étudiants et l'insertion professionnelle*, Thèse de doctorat en sociologie sous la direction de François Dubet, Université de Bordeaux, Bordeaux.
- DUBET F.**, 1994, « Dimensions et figures de l'expérience étudiante dans l'université de masse », *Revue française de sociologie*, n° 4, vol. 35, p. 511-532.
- DUCHÉNEAUT B., ORHAN M.**, 2000, *Les femmes entrepreneurs en France*, Seli Arslan, Paris.
- DURU-BELLAT M., MINGAT A.**, 1988, « Les disparités des carrières individuelles à l'université. Une dialectique de la sélection et de l'autosélection », *L'année sociologique*, vol. 38, p. 309-340.
- EHRENBERG A.**, 1991, *Le culte de la performance*, Calmann-Lévy, Paris.
- FAYOLLE A.**, 2001, « D'une approche typologique de l'entrepreneuriat chez les ingénieurs à la reconstruction d'itinéraires d'ingénieurs entrepreneurs », *Revue de l'entrepreneuriat*, n° 1, vol. 1, p. 77-97.
- FAYOLLE A.**, 2010, « Nécessité et opportunité : les "attracteurs étranges" de l'entrepreneuriat », *Pour*, n° 204, vol. 1, p. 33-38.
- FAYOLLE A., GAILLY B.**, 2009, « Évaluation d'une formation en entrepreneuriat : prédispositions et impact sur l'intention d'entreprendre », *M@n@gement*, vol. 12, p. 176-203.
- FERRY O.**, 2016, « Le rapport à l'avenir des étudiants Français », *OVE Infos*, n° 32.
- FONDEUR Y., LEFRESNE F.**, 2000, « Les jeunes, vecteurs de la transformation structurelle des normes d'emploi en Europe ? », *Travail et emploi*, vol. 83, p. 115-136.
- FOUQUET A.**, 2005, « Les femmes chefs d'entreprise : le cas français », *Travail, genre et sociétés*, n° 13, p. 31-50.
- GIRET J.-F.**, 2009, « L'évolution des conditions d'insertion professionnelle des étudiants », in GRUEL L., GALLAND O., HOUZEL G. (dir.), *Les étudiants en France. Histoire et sociologie d'une nouvelle jeunesse*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, p. 331-348.
- ISNARD M., SAUTORY O.**, 1994, *Les macros SAS d'analyse des données*, Document de travail, n° F9405, INSEE, Paris.
- KRUEGER N. F., REILLY M. D., CARSRUD A. L.**, 2000, « Competing models of entrepreneurial intentions », *Journal of Business Venturing*, n° 5-6, vol. 15, p. 411-432.

LAURENT C., LEMAIRE S., 2003, « Parcours de formation et projets professionnels », in GIRET J.-F. (dir.), *Parcours étudiants : de l'enseignement supérieur au marché du travail*, CEREQ Relief/Échange n° 1, Marseille, p. 27-41.

LEYRONAS C., LOUP S., 2015, « Le développement des compétences entrepreneuriales lors de la préincubation des projets d'étudiants », *Entreprendre & innover*, n° 26, p. 8-17.

MINGAT A., EICHER J. C., 1982, « Higher education and employment markets in France », *Higher Education*, n° 2, vol. 11, p. 211-220.

ROSE J., 2014, *Mission insertion. Un défi pour les universités*, Presses universitaires de Rennes, Rennes.

SHAPERO A., 1975, « The displaced, uncomfortable entrepreneur », *Psychology Today*, n° 6, vol. 9, p. 83-88.

SHAPERO A., SOKOL L., 1982, « The social dimensions of entrepreneurship », *Encyclopedia of Entrepreneurship*, p. 72-90.

TENRET É., 2011, *Les étudiants et le mérite. À quoi bon être diplômé ?*, La Documentation française, Paris.

TROTTIER C., LAFORCE L., CLOUTIER R., 1997, « Les représentations de l'insertion professionnelle chez les diplômés de l'université », *Formation Emploi. Revue française de sciences sociales*, n° 58, p. 61-77.

VAN DE VELDE C., 2008, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Presses universitaires de France, Paris.

VAN DE VELDE C., 2016, « Réussites et déclassements. Les étudiants face à leur avenir », in GIRET J.-F., VAN DE VELDE C., VERLEY É. (dir.), *Les vies étudiantes. Tendances et inégalités*, La Documentation française, Paris.

VERLEY E., ZILLONIZ S., 2010, « L'enseignement supérieur en France : un espace segmenté qui limite l'égalisation des chances », *Formation Emploi. Revue française de sciences sociales*, n° 110, p. 5-18.

VERZAT C., TRINDADE-CHADEAU A., TOUTAIN O., 2017, « Introduction : promesses et réalités de l'entrepreneuriat des jeunes », *Agora débats/jeunesses*, n° 75, p. 57-72.

VERZAT C., TOUTAIN O., 2015, « Former et accompagner des entrepreneurs potentiels, diktat ou défi ? », *Savoirs*, vol. 3, p. 11-63.

WOO C. Y., COOPER A. C., DUNKELBERG W. C., 1991, « The development and interpretation of entrepreneurial typologies », *Journal of Business Venturing*, n° 2, vol. 6, p. 93-114.

ZAFFRAN J., 2012, « La confiance, le diplôme et l'employabilité. Un triptyque sociologique des étudiants », *Agora débats/jeunesses*, n° 60, vol. 1, p. 35-50.

■ LES AUTEUR-E-S

Claire Bonnard

claire.bonnard@u-bourgogne.fr

Maîtresse de conférences en économie au Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (CLERSE), université de Lille 1 et chercheuse associée à l'Institut de recherche sur l'éducation (IREDU), université de Bourgogne/Franche-Comté.

Thèmes de recherche : insertion et parcours des diplômés de l'enseignement supérieur.

A notamment publié

BONNARD C., CALMAND J., GIRET J.-F., 2016, « Devenir chercheur ou enseignant chercheur : le goût pour la recherche des doctorants à l'épreuve du marché du travail », *Recherches en éducation*, n° 25, p. 157-173.

BONNARD C., GIRET J.-F., 2016, « Gender differences in French undergraduates' academic plans and wage expectations », *Gender and Education*, n° 4, vol. 28, p. 581-598.

BONNARD C., GIRET J.-F., LAMBERT-LE MENER M., 2014, « Educational intentions, cognitive skills and earnings expectations of French undergraduates », *Applied Economics Letters*, n° 18, vol. 21, p. 1293-1296.

Jean-François Giret

jean-francois.giret@u-bourgogne.fr

Professeur en sciences de l'éducation à l'IREDU, université de Bourgogne/Franche-Comté, directeur du centre associé CEREQ de Dijon.

Thèmes de recherche : analyse de la relation formation-emploi ; insertion professionnelle ; vie étudiante.

A notamment publié

GIRET J.-F., 2015, « Les mesures de la relation formation-emploi », *Revue française de pédagogie*, n° 192, p. 23-36.

GIRET J.-F., MORLAIX S. (dir.), 2016, *Les compétences sociales et non académiques dans les parcours scolaires et professionnels*, Éditions universitaires de Dijon, Dijon.

GIRET J.-F., VAN DE VELDE C., VERLEY É. (dir.), 2016, *Les conditions de vie étudiante. Tendances et inégalités*, La Documentation française, Paris.